

9 mars 2011 09h57 | Par **PROPOS XAVIER SOTA**

First Solar : « La messe est dite »

Vincent Feltesse, le président de la Communauté urbaine de Bordeaux, estime que le projet d'usine photovoltaïque est « quasi mort ».



Pour Vincent Feltesse, président de la CUB et maire de Blanquefort, le projet est quasi mort. PHOTO ARCHIVES CLAUDE PETIT

Il avait émis des doutes, désormais, Vincent Feltesse président (PS) de la CUB ne croit plus à l'implantation de l'unité de production de panneaux solaires de First Solar à Blanquefort. Un investissement de 95 millions d'euros. Initialement, il devait employer 420 personnes. Il y a quelques semaines, le gouvernement a décidé d'un moratoire sur les énergies renouvelables, baptisé rapport Charpin. C'est à la lumière de ce dernier que le gouvernement a notamment revu à la baisse le prix de rachat de l'électricité photovoltaïque par EDF. Un élément capital dans la décision de First Solar de s'implanter à Blanquefort.

« Sud Ouest ». Selon vous, le texte paru au Journal officiel de samedi qui fixe entre autres le prix de rachat de l'électricité, torpille le projet de First Solar ?

Vincent Feltesse. C'est une décision calamiteuse, je suis consterné par la baisse du prix de rachat de l'énergie photovoltaïque. À l'annonce du moratoire, il y a quelques semaines, First Solar était prêt à jeter l'éponge. Cela n'a pas été le cas. Les textes parus au Journal officiel de samedi ne laissent place à aucune ambiguïté. Je pense que le projet est quasi mort. La messe est dite. On laisse ainsi passer un investissement de 95 millions d'euros et la perspective de plus de 400 emplois. Ce devait être la première usine française de

fabrication de panneaux solaires à couche mince. Une quinzaine de personnes a déjà été engagée et plusieurs millions d'euros ont été investis.

Avez-vous eu des contacts avec les responsables de l'entreprise ?

Non, pas depuis samedi.

C'est tout le projet de reconversion de la zone industrielle de Blanquefort qui se retrouve en péril ?

C'est un nouveau mauvais coup pour la politique industrielle de l'agglomération. Le projet phare était le photovoltaïque. Concernant Ford, j'attends toujours des nouvelles de la ministre Christine Lagarde. C'est véritablement une double peine : l'État coupe les possibilités de rebond liées à la croissance verte, elle enferme les territoires dans la gestion de crise des industries traditionnelles, c'est le cas de Ford. Difficile d'avoir une once de confiance en l'État.

Pour la zone, le seul point positif, c'est l'éolien, EADS Astrium devrait produire dans les semaines qui viennent la première pale éolienne.

Si First Solar renonce à s'implanter, avez-vous un plan B ?

Je rappelle qu'il s'agissait en 2009 du plus gros investissement industriel en France. Ça ne se trouve pas comme ça. Nous n'avons pas de plan B, mais nous allons nous battre.

Au fond, c'est toute la politique industrielle de l'État que vous remettez en cause ?

La politique industrielle du gouvernement français ressemble à un immense gâchis. Là où nos voisins européens, à l'instar de l'Allemagne, l'Espagne ou encore l'Angleterre, affichent à la fois des ambitions fortes et lisibles et font le pari du développement d'une filière spécifique aux énergies renouvelables, la France s'arrête aux bonnes intentions du Grenelle de l'environnement.